

EDITO

Un an et demi après son élection, le conseil d'administration passe le relais et invite à un renouvellement de ses membres lors de la prochaine assemblée générale.

À l'image de tous les étudiants en Sciences politiques, les membres du conseil d'administration ont choisi des parcours variés, en France ou à l'étranger (Chine, Philippines, Afrique du Sud) et ces départs appellent à la relève. La curiosité intellectuelle, le questionnement permanent, le goût de la découverte, voilà ce qui pousse les jeunes politistes à prendre leur envol et à emprunter des parcours aussi divers. "Il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage", disait en son temps Périclès.

Cet esprit, c'est aussi celui qui anime l'association. Par les conférences que nous avons proposées, par la création de ce journal interne, nous espérons avoir modestement pris part au développement de l'esprit critique de nos lecteurs et au renforcement des liens entre les membres de l'association.

Mais Politeia à encore beaucoup à faire. Pour lui donner les moyens de ses ambitions, rendez-vous le 18 décembre prochain pour soumettre vos projets et choisir la nouvelle équipe. Soyons inventifs et audacieux pour notre association. Car comme le disait le sage Socrate, "rien n'est trop difficile pour la jeunesse"...

François Reynes,
Président de Politeia

UN ÉTUDIANT DE SCIENCES POLITIQUES
AU CŒUR DE L'ÉQUIPE D'OBAMA

La plus grande campagne politique de tous les temps, en termes de fonds dépensés, vient de s'achever. Au total, même si les chiffres varient selon les agences, c'est environ 1 milliard de dollars qui auront été dépensés entre le début des primaires et le 4 novembre dernier. Plutôt que de courtiser les gros donateurs qui peuvent soutenir un candidat à hauteur de 2300 dollars maximum, Barack Obama, bien conscient que des milliers de petits ruisseaux peuvent faire d'immenses rivières, a pris le parti de s'adresser aux petits donateurs. La stratégie s'est avérée payante ; l'argent a coulé à flots.



Mais pour répertorier les sympathisants et débusquer les donateurs, c'est une véritable armée qu'il a fallu lever. Pas seulement une armée de volontaires comme on l'a dit de façon caricaturale, mais une véritable armée de mercenaires, rémunérés au *pro rata* des fonds récoltés.

Nous vous présentons dans ce reportage le plan de bataille qui, ne laissant rien au hasard, a permis au candidat démocrate de remporter la victoire finale. Un membre de notre association, Maxime Bregeon, étudiant en master 1 de Sciences politiques à l'ICES et qui a pris part à cette grande mobilisation dans la ville de Seattle, nous raconte...

Synopsis : Comment vous est venue l'idée de participer à la campagne d'Obama ?

À vrai dire, j'étais parti à Seattle dans une toute autre optique. J'y ai de la famille et je comptais également y travailler pour les mois de juillet et août. Finalement, je me suis retrouvé au *Democrat National Committee* (DNC) par un concours de circonstances. J'étais passionné par la campagne. Et cette expérience m'a permis d'allier l'utile à l'agréable.

Synopsis : Qu'est-ce au juste que le Democrat National Committee ?

Cette structure est l'un des plus puissants leviers politiques et financiers mis à la

disposition du candidat Obama par le parti démocrate. Cet organe du parti a été pensé et créé pour reconquérir le soutien populaire qui avait fait cruellement défaut à Al Gore puis à Kerry lors des deux précédents scrutins. Le DNC est fondé sur le principe de la "50 states strategy". De fait, il se trouve présent dans la capitale de chaque État de l'Union. C'est au sein de l'antenne de l'État de Washington, à Seattle, que j'ai travaillé du 15 juillet au 27 août dernier.

Synopsis : Quelles étaient précisément vos fonctions aux bureaux de Seattle ?

De manière générale, j'étais en charge des questions administratives. Cela comprenait quelques tâches ingrates comme celle de relever les noms des personnes "inefficaces", puis de les communiquer à ma supérieure.

Synopsis : Vous trouviez cela choquant ?

Mes amis et collègues démocrates n'étaient pas des bénévoles ! Ils recevaient en fait une rémunération proportionnelle, autour de 25%, aux sommes qu'ils parvenaient à collecter. Les meilleurs pouvaient recueillir jusqu'à 2000 dollars par semaine. Faites le calcul...

Synopsis : Et quelle était la sanction pour ceux qui n'avaient pas atteint les "objectifs" ?

Virés ! C'est l'Amérique quand même... (rires). Même si on fait d'Obama un candidat sympathique qui protégera les Américains de la voracité du marché, la culture de la réussite et du résultat reste présente. Et il n'y avait pas de place pour les sentiments. Que l'on soit un démocrate de toujours, un leader convaincant ou même un militant apprécié par tous, il n'y avait pas de régime de faveur ; la sanction était la même.

Synopsis : Comment se passait la journée type du collecteur de fonds ?

“Les personnes chargées de lever des fonds pour la campagne d'Obama n'étaient pas bénévoles mais recevaient une rémunération correspondant à 25% des sommes prélevées”

Ils arrivaient le matin et répétaient les argumentaires qui leur étaient directement envoyés par l'équipe d'Obama. C'était des discours méthodiques, appris par cœur et à la virgule près. Des phrases simples qui s'enchaînaient, illustrées par des exemples chocs et récurrents. Leur simplicité les rendait assimilables par tous les électeurs et donateurs potentiels. Nous répétions aux collecteurs de fonds les mêmes consignes : créer un lien personnel avec les personnes qu'elles allaient rencontrer. Et surtout ne pas improviser ! Il ne devait pas y avoir de place dans la campagne pour la spontanéité.

De manière générale, c'était une organisation extrêmement rationalisée. Les panneaux sur les murs du bureau affichaient le déroulement d'une journée type de "canvassing" (levée de fond).

Les étapes étaient décortiquées heure par heure. Certains panneaux affichaient d'autres principes comme "comment construire une équipe efficace", "comment être le plus performant possible" ou encore "ne jamais traiter avec les lobbyistes !"...



Synopsis : À votre retour en France, est-ce que l'image renvoyée par les médias français de la campagne d'Obama vous semblait correspondre à la réalité ?

Cela ne sert à rien de comparer Obama à tel ou tel homme politique français. La culture politique américaine est profondément différente de la nôtre. En tout cas, il est certain que les médias français ont une analyse tout à fait tronquée, soit par paresse intellectuelle, soit à dessein politique. Ils oublient qu'Obama est américain, c'est-à-dire attaché au libéralisme, au mérite, et à la libre entreprise. Et puis, classeraient-ils à gauche un candidat français qui se prononcerait en faveur du port d'arme, qui serait favorable à la peine de mort ou qui afficherait publiquement sa foi comme Barack Obama l'a fait ?

Synopsis : De manière générale, quelle est votre analyse sur cette campagne ?

Personnellement, j'ai adhéré au message d'Obama. Mais j'avoue avoir été lassé par cette "Obamania" que je trouve excessive. Surtout qu'elle commençait à battre son plein quand je suis revenu en France ! Mais au-delà du succès du candidat démocrate, on retiendra de cette élection des stratégies qui sont appelées à avoir une large postérité. Cette victoire confirme la place croissante que prennent la communication et l'image dans la politique contemporaine. L'Europe va certainement aussi se poser la question du militantisme. Chez nous, les adhésions des militants permettent aux partis de constituer leurs trésors de guerre. Aux Etats-Unis, les militants peuvent prendre part au partage de ce trésor ! Cela explique en partie leur motivation...

Maxime Bregeon, Master I de Sciences politiques
Propos recueillis par **François Reynes**

Les nouvelles conquêtes du libéralisme

Qui pouvait prédire il y a encore quelques mois que le libéralisme, devenu le dogme économique mondial depuis l'effondrement du modèle communiste, allait connaître une telle remise en question ? Depuis Bretton Woods et la construction européenne, la chose était entendue : la suppression des barrières, tant humaines qu'économiques, était l'"horizon indépassable" du progrès humain. Tout ce qui faisait obstacle à l'atomisation de la société devait être détruit.

Et pourtant le libéralisme vient d'être ébranlé. Ce n'est un secret pour personne ; la crise économique qui a frappé de plein fouet l'économie américaine en cette fin d'année aura des répercussions mondiales. Les effets se font déjà lourdement sentir aux quatre coins de la planète. L'Asie voit sa croissance ralentir, l'Europe entre en récession, l'Afrique devra se contenter de ce que le "Nord" voudra bien lui laisser. Le glas de la mondialisation libérale a-t-il sonné pour autant ? C'est en tout cas le rêve que caressent ses opposants déclarés. Mais au fait, qu'ont-ils fait depuis quarante ans tous ceux qui, idéalistes de tout poil, bataillent pour l'édification d'une société plus juste et tolérante ? Ils ont travaillé sans relâche à la destruction méthodique de la nation, de la famille, de la morale, de l'autorité, c'est-à-dire de tout ce qui pouvait constituer des garde-fous face à l'inexorable marche en avant du capitalisme libéral mondialisé.

Le marché ne pouvant anéantir à lui tout seul ses plus grands ennemis, il a dû former des alliances. D'abord avec les élites intellectuelles. Dans l'élan de Mai 68, elles annoncent la suppression des frontières. Monsieur X n'est plus citoyen français, il est "citoyen du monde". C'est la naissance de l'homme indifférencié hors-sol. Cet idéal sociétal mis en avant par la figure de l'altermondialiste engagé, nouvel héros des temps modernes, n'est pas sans conséquences. En détruisant toute forme d'enracinement, il détruit l'État-nation. Toujours au cours des "trente glorieuses", les ouvriers obtiennent cependant des moyens de pression uniques dans l'histoire du capitalisme. La grève générale de Mai 68, rêve anarcho-syndicaliste depuis 1905 et le congrès d'Amiens, est l'apothéose de ce mouvement. Les salaires augmentent inlassablement, à peine rognés par l'inflation. Le bras de fer qui oppose les salariés au patronat tourne à l'avantage des premiers. Le capitalisme, se sentant menacé, sort alors son arme traditionnelle : "l'armée de réserve". L'appel à un sous-prolétariat immigré, docile et non-qualifié, acceptant des rémunérations inférieures au prix du marché, va venir enclencher la baisse des

Les antiracistes et les féministes : "les idiots utiles du libéralisme"

salaires. La loi de 1974 sur le regroupement familial n'a d'autre but que de créer cet appel d'air. Dix ans plus tard, Julien Dray et Harlem Désir fondent SOS Racisme. Un onzième commandement, plus grand que tous les autres, s'impose à l'homme moderne : "Touche pas à mon pote". Avec l'antiracisme, la rive gauche enfourche un nouveau cheval de bataille et passe de la "lutte des classes" à la "lutte des races", selon les termes de Paul Yonnet. Le rapport traditionnel riche/pauvre est abandonné au profit du rapport immigré/

français. Sans doute cette bataille est-elle plus progressiste. Mais, à qui profite l'arrivée d'immigrés clandestins sur le sol français ? Essentiellement aux patrons.

Pourtant la pression sur les salaires n'est pas encore suffisante. C'est pourquoi le capitalisme utilise un autre joker : la femme. Les emplois temporaires ou à temps partiels explosent. Ils sont taillés sur mesure pour les femmes, qui cherchent généralement d'avantage que les hommes à concilier vie professionnelle et vie familiale. En outre, bénéficiant d'un deuxième revenu au sein du foyer, les ouvriers n'ont plus aucun intérêt à poursuivre leurs revendications. La stratégie du patronat s'avère payante. En augmentant la demande, la concurrence entre travailleurs est plus rude, ce qui tire logiquement les salaires à la baisse. Cette salarisation massive des femmes, au nom du progressisme et de l'abolition de toute différence entre l'homme et la femme, a été applaudie comme



une victoire par les féministes. Pourtant, le mythe de la "femme libérée" selon lequel l'éducation des enfants est un esclavage, pour lequel il ne peut y avoir d'épanouissement qu'en dehors du foyer et de reconnaissance sociale que par la réussite professionnelle, loin d'avoir libéré la femme, l'a asservie. Mise en concurrence avec sa moitié naturelle, l'homme, la femme est priée de répondre aux mêmes exigences. Pendant ce temps, le marché se réjouit d'avoir trouvé une nouvelle cible, tant pour la production que pour la consommation, tant il est vrai que l'entrée de la femme sur le marché a donné un coup d'accélérateur à la publicité permanente et à la marchandisation de la société. En d'autres termes, en détruisant le modèle familial et social traditionnel, les soixante-huitards, les antiracistes et les féministes servent les intérêts du capitalisme libéral mondialisé. Ils ne luttent pas contre le capitalisme, ils sont les "idiots utiles" du capitalisme.

La droite, en s'alignant sur un modèle libéral déraciné et donc déshumanisé, et la gauche, en troquant sa ligne directrice d'antan - c'est-à-dire la défense des intérêts matériels de l'ouvrier français - pour un gauchisme sentimental et sans frontières ont détruit la nation. La nation, qui selon les propres mots de Jaurès était pourtant "le seul bien des pauvres", a de par sa décomposition ouvert la voie à la mondialisation du marché mondial et aux maux que nous connaissons aujourd'hui. L'alliance niée, mais pourtant bien réelle, entre la gauche bien-pensante et la droite dévoyée en appelle aujourd'hui une autre : celle de la gauche du travail et de la droite des valeurs.

Paul de Martrin,
Licence de Sciences politiques

Qui sème la crise, récolte les suffrages

Barack Obama, le président élu des États-Unis, l'avait promis et il est genre d'homme à tenir ses promesses : il s'attaque à la crise. Dans ce but, il forme déjà son futur gouvernement. Or, celui-ci est composé en grande partie de personnes expérimentées telles que Timothy Geithner (ancien membre de l'administration Clinton) au poste de secrétaire du Trésor, Laurence Summers (ancienne secrétaire au Trésor) comme directeur du Conseil économique national ou encore Hillary Clinton comme secrétaire d'État.

Le changement n'est pas encore à l'ordre du jour, en période de crise, le jeune président américain comptant s'appuyer sur l'expérience des équipes démocrates ayant déjà servi sous la présidence Clinton. Malheureusement, ces personnes choisies pour résoudre la crise en sont à l'origine. N'aurait-on donc pas appelé les pyromanes responsables de l'incendie économique dont nous voyions les flammes faire disparaître en fumée cours de la bourse, banques et autres entreprises comme pompiers ?

Actuellement, tout un chacun se présente comme un spécialiste de l'économie. Et tous y vont de leur commentaire sur l'état de la société et la faillite du modèle économique capitaliste. Cependant la remise en cause des fondements de la société technicienne à la suite de Christopher Lasch (1), disciple de J. Ellul qui critiquait la technicité comme fin de la société moderne, ou autres "elluléens" n'est pas à l'ordre du jour.

Ce sont les démocrates et au-delà d'eux le courant interventionniste de John Maynard Keynes qui portent la responsabilité de cette crise. Or cette crise est due aux fautes professionnelles de certaines banques, et à vrai dire toutes, que l'on accuse, aujourd'hui, d'avoir prêté de l'argent à des personnes ne présentant pas les garanties de solvabilité requises. Comment se fait-il que des banquiers considérés comme des parangons de prudence aient pu faire cela ?

C'est l'administration Clinton, à l'origine de la crise financière et économique, qui revient au pouvoir pour la résoudre.

En fait, c'est l'administration Clinton en 1995 qui s'est portée garante et à obliger les banques américaines à prêter de l'argent sans aucune garantie. Ces prêts se sont réalisés par l'intermédiaire de deux banques, Fannie Mae et Freddie Mac, créées en 1938 par F.D. Roosevelt au moment du New Deal, qui sont à l'origine de la crise et déjà étatisées depuis longtemps. Les banques, engaillardies par ce "chèque en blanc", n'ont, depuis lors, eu de cesse d'accorder des crédits "subprime" à tout le monde. Ce faisant, l'équipe Clinton, revenant au pouvoir par l'intermédiaire d'Obama, a



déresponsabilisé les banques en particulier, et le système bancaire en général, et est donc à l'origine de la crise. Les pyromanes sont appelés à éteindre le feu, allumé par leurs soins, et leur programme est clairement de l'étendre !

En effet, lors du vote pour l'élection présidentielle du 4 novembre dernier, plus de 60% des Américains ont voté en fonction de critères économiques. Dans le contexte de la crise, Obama a ainsi promis un plan de relance de 700 milliards de dollars en vue de créer 2,5 millions d'emplois et une croissance "verte". Or, ce nouveau *New Deal*, que le monde entier célèbre, jusqu'aux bourses, n'est qu'une illusion, comme l'a si bien démontré l'économiste et sociologue A. Sauvy (2), car au lieu de produire des richesses, elle ne fera qu'en détruire, accentuant le décalage des bourses avec la réalité.

Le monde n'a pas besoin que ce décalage entre économie réelle et économie spéculative soit maintenu artificiellement par les hommes de l'État. Pas plus qu'il n'a besoin d'une remise en cause du capitalisme. L'histoire a fourni suffisamment d'exemples d'échecs de l'économie dirigée. Le seul besoin, mais qui n'est pas des moindres, est le besoin de responsabilisation et, par dessus tout, de valeurs. Car, au fond, les valeurs sont au fondement même du libéralisme, tant du point de vue politique qu'économique. Parmi ces valeurs, il y a entre autre le respect des individus, nécessaire pour bâtir la confiance et donc permettre les échanges. Mais à l'heure où la richesse est devenue une fin en soi, beaucoup vont certainement se demander si les valeurs ont encore du prix...

Nicolas Massot,
Vice-Président de Politeia.

1- C. Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Champs Flammarion, 2007, 264 p, 22 euros.

2- A. Sauvy, *De la rumeur à l'histoire*, Dunod, 1985, 303 p, 19 euros.

A first step into the Asian market

The Philippines are an archipelagic country of 90 million people situated in the heart of South-east Asia, and a founding member of the ASEAN. French firms looking for business opportunities in competitive regions may focus on the growing Philippine sectors, such as the services industry, or on the more established sectors, such as agriculture, manufacturing and mining. Also, major advantages are the ASEAN membership of the Philippines and, therefore, its connections with the Chinese market.

With a 7,3% growth of the Gross Domestic Product (GDP) in 2007, and the implementation of tax reforms and massive privatization of state assets, the newly industrializing country is becoming more and more attractive for foreign investments. The fact that the Philippines is an English-speaking country may also facilitate business contacts with the Western firms. The natural resources, manufacturing industries and agriculture are prospering but efforts are still needed with infrastructure, while the services industry, and especially the Business Process Outsourcing (BPO) are strongly increasing, which should offer excellent opportunities for high performance French

services firms. Nevertheless, in order to face the chronic economic difficulties of the country, the Philippines will have to be efficient in improving the infrastructures and the tax system, and introduce a more efficient privatization plan.

The ASEAN membership of the Philippines, the hosting of the Asian Development Bank, and the geographic situation of the country, with maritime corridors to China, Taiwan, Vietnam, Cambodia, Thailand, Malaysia, Singapore, Indonesia, and Brunei offer numerous advantages for export-import firms who wish to invest in South-east Asia or more generally in Oriental Asia. The ASEAN-China Trade in Services Agreement, signed in Cebu on January 14, 2007, and the forthcoming Free Trade Agreement with China (by 2008), make the Philippines one of the most advantaged members of ASEAN for creating business opportunities with China. French firms looking for investments which could lead to connections with the wider Chinese market can benefit from growth opportunities in the Philippines, which is already reaching the Chinese industry market, thanks to ASEAN and its recent agreements.

Brian Porcheret, secrétaire de Politeia



Capitale	Manille
Superficie	300.000 km ²
Population	89 millions d'habitants
Densité	289 hab./km ²
Indépendance (des Etats-Unis)	4 juillet 1946
Président de la République	Gloria Macapagal-Arroyo
Monnaie	Peso philippin
Langue officielle	Anglais

BLOC-NOTES

Assemblée Générale de Politeia

suivie d'une rencontre avec les anciens politistes et les expatriés

Jeudi 18 décembre 2008

(Amphi 1 à 16H00)

Conférences de l'ICES :

(Salle de conférence à 20h 30)

Mardi 16 décembre 2008

“La Liberté, pour quoi faire ? ”

par le P. Frédéric Louzeau

Mercredi 4 mars 2009

“Le Liban ou l'éternelle question d'Orient ”

par Mgr Jean Sleiman

Fête de l'ICES

Jeudi 12 février 2009

(ICES à partir de 15H00)

POLITEIA

17, boulevard des Belges
85 000 LA ROCHE-SUR-YON
Blog : <http://politeia.affinitiz.com>
Mail : politeia@hotmail.fr

Directeur de publication : François Reynes

Rédacteurs en chef : Nicolas Massot, Timothée Dufour

Ont participé à ce numéro :

- François Reynes
- Maxime Bregeon
- Paul de Martrin
- Nicolas Massot
- Brian Porcheret